

la Dette

du Tiers Monde

CADTM

France france@cadtm.org – www.cadtm.org

Bulletin n°39 – Juillet - Août 2009

Edito

Quel bel été militant en perspective !

Dans les tout prochains jours, toute l'équipe du CADTM vous accueillera à Namur pour sa première université d'été.

Préparée depuis de longues semaines, le programme est alléchant et nul doute que les neurones révoltés seront stimulés énergiquement...

D'autant que, selon des informations qui restent à confirmer, le G8 a si peur de cette université d'été du CADTM qu'il envisage de se réunir en Italie dans les jours suivants. Evidemment, un contre-G8 se tiendra en parallèle, tout comme le désormais traditionnel Forum des Peuples au Mali.

Vous hésitez encore à nous rejoindre ? Alors, pour vous convaincre, voici deux chiffres édifiants. Selon la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim vient de dépasser 1 milliard, en augmentation de 100 millions en un an.

Merrill Lynch et Cap Gemini ont publié le World Wealth Report 2009, selon lequel le nombre d'individus détenant une fortune supérieure à 1 million de dollars, compte non tenu de leur habitation principale, s'élève à 8,6 millions au niveau mondial et leur fortune cumulée atteint 32 800 milliards de dollars.

Vous cherchez de l'argent pour garantir les droits fondamentaux ? En voilà...



L'équipe du CADTM France

Agenda

- 2-07 | Rennes (35), France
Débat « Dette du Sud, dette odieuse » - 20h30 Café Librairie La Cour des Miracles
- 3-07 | Carhaix (29), France
Débat « Dette du Sud, dette odieuse » - Café Librairie Mod All 15, place des Halles - Carhaix
- 3-07 => 5-07 | Namur, Belgique
Première université d'été du CADTM Europe
- 4-07 => 7-07 | Presles (Val d'Oise), France
Journées d'Etudes Ecole Emancipée avec Eric Toussaint, président du CADTM, le 6 juillet
- 7-07 => 10-07 | Bandiagara, Mali
Forum des Peuples - 8ème édition
- 8-07 => 10-07 | Italie
Contre-sommet au G8
- 21-08 | Sambourg (89), France
Festival de permaculture - Intervention de Nicolas Sersiron sur la dette et Madagascar

<http://www.cadtm.org/spip.php?rubrique11>

Première université d'été du CADTM Europe



Il est encore temps de s'inscrire pour l'Université d'été du CADTM Europe qui aura lieu du **3 au 5 juillet 2009** au centre culturel « **La Marlagne** », **5100 Wépion (Namur) Belgique**

Les logements sont actuellement complets mais il est encore possible de participer en journée aux différents ateliers.

Il est possible de trouver des logements dans les environs sur : www.namurtourisme.be

Face à l'interconnexion des crises à l'échelle mondiale, quelles alternatives ?

La première université d'été du réseau CADTM Europe (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), se tiendra à Wépion, près de Namur en Belgique du Vendredi 3 au dimanche 5 Juillet 2009. Au cours de ce week-end résidentiel, la crise capitaliste majeure que nous vivons sera analysée dans ses multiples dimensions : crise financière, crise sociale, crise de la dette au Sud et au Nord, crise alimentaire, crise climatique etc.

Au-delà du diagnostic, il sera aussi et surtout question d'envisager les résistances et les alternatives, de montrer qu'un autre système est aussi nécessaire que possible, tel sera le fil rouge de cette première université d'été. Vous êtes attendus pour discuter dans plus de 20 ateliers et 3 plénières des grandes questions concernant les politiques européennes, la colonisation, la dette au Nord et au Sud, les migrations, le genre, l'altermondialisme, l'écologie, les médias, les crises, les alternatives...

Plus d'infos <http://www.cadtm.org/spip.php?article3997>

Bongo, la justice française et les biens mal acquis

Omar Bongo, dictateur du Gabon pendant plus de quarante ans, est mort le 8 juin. Au moment où Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac ne manquent pas de lui rendre un hommage appuyé, ce vieux serviteur de la Françafrique et des membres de sa famille sont toujours sous le coup d'une plainte en France. Le décès de Bongo n'entraîne pas l'arrêt de l'enquête judiciaire qui vise aussi deux autres chefs d'Etat africains en exercice, Denis Sassou-Nguesso (Congo-Brazzaville) et Théodore Obiang (Guinée équatoriale), accusés d'avoir détourné de l'argent public puis de l'avoir dilapidé dans l'achat de voitures de luxe et de biens immobiliers somptueux...

C'est le 5 mai 2009 que la doyenne des juges d'instruction du pôle financier de Paris a provoqué un véritable séisme dans le monde politico-judiciaire, en déclarant recevable la plainte avec constitution de partie civile contre ces trois présidents et leurs proches. Mais cette décision judiciaire historique a suscité une réaction hostile du parquet de Paris qui a fait appel dès le 7 mai. Motif invoqué : le plaignant, Transparency International, n'aurait pas d'intérêt à agir alors que cette ONG est spécialisée dans la lutte contre la corruption au niveau international... Il appartient maintenant à la cour d'appel de Paris de trancher cette question de recevabilité. Depuis le début de cette affaire en 2007, nombreuses ont été les pressions exercées sur les Congolais et les Gabonais qui osent dénoncer les biens mal acquis et se porter partie civile. Les moyens mis en œuvre dépassent largement l'intimidation : le 21 janvier 2009, deux incendies (l'un au Congo-Brazzaville et l'autre en France) aux domiciles des militants congolais Bruno Ossebi-Jacquet et Benjamin Toungamani ont entraîné la mort du premier, de sa femme et de ses deux enfants.

L'appel du parquet n'est pas surprenant : c'est la troisième fois qu'il tente de contrer le travail de la justice. L'affaire avait déjà été classée sans suite en novembre 2007 et septembre 2008, car l'infraction (recel de détournement de biens publics) n'était «pas suffisamment caractérisée» selon lui. Pourtant, une enquête

des services de police lancée suite à la plainte simple déposée en mars 2007 par les associations Sherpa, Survie et la Fédération des Congolais de la diaspora avait établi l'existence de biens mobiliers et immobiliers d'une valeur considérable sans commune mesure avec les revenus déclarés de ces dirigeants et de leurs familles : 39 propriétés et 70 comptes bancaires appartenant à Omar Bongo et ses proches, 24 biens immobiliers et 112 comptes bancaires détenus par la famille Sassou-Nguesso, ainsi que des limousines achetées par la famille Obiang. L'enquête avait également révélé le rôle joué par divers intermédiaires, car rien n'aurait été possible sans les complaisances du pouvoir politique, d'hommes d'affaires et sans l'expertise de l'ingénierie financière française.

Tout ceci montre que le parquet, nommé par le président de la République et placé sous l'autorité du ministre de la Justice, est une pièce maîtresse d'une Françafrique toujours en vigueur, malgré les discours de «rupture» de Nicolas Sarkozy. Les intérêts néocoloniaux de la France au service de ses entreprises transnationales (comme Total implantée dans les trois pays visés) sont toujours solidement défendus et le mécanisme de l'endettement en est la pierre angulaire.

En effet, la dette a été le moyen de cette nouvelle colonisation qui, cinquante ans après les indépendances africaines, pille toujours les ressources du Sud au profit des riches créanciers et des grandes entreprises du Nord avec la complicité des élites corrompues du Sud qui prélèvent leur commission au passage.

Au moment de la crise de la dette du tiers-monde au début des années 1980, le nœud coulant a été serré autour du cou des peuples du Sud : les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale ont entraîné pillage massif des ressources naturelles et dégradation dramatique des conditions de vie. La dette, la corruption et la pauvreté galopent donc d'un même pas : les prêts des créanciers alimentent les détournements, renforcent les dictatures, répandent misère et répression.

Or, ces dettes sont odieuses et nulles en droit international puisqu'elles ont été contractées par des régimes autoritaires et corrompus, sans bénéfice pour les populations et avec la complicité des créanciers qui n'ignoraient pas la nature des régimes auxquels ils prêtaient. C'est donc toute la dette des pays du Sud qui devrait faire l'objet d'une enquête. La mise en place d'audits de la dette, revendiqués par le CADTM et par l'Expert indépendant de l'ONU sur la dette, permettrait de révéler l'origine de la dette réclamée aux peuples du Sud et de décrire les responsabilités dans son accumulation, notamment celle de la Banque mondiale qui a soutenu nombre de dictatures en violation de ses propres statuts et des règles juridiques internationales. La Banque mondiale, qui ne jouit d'aucune immunité, doit rendre des comptes à la justice et n'a plus aucune légitimité à agir désormais : seuls son abolition et son remplacement par une institution radicalement différente, fondée sur la garantie des droits fondamentaux, sont acceptables.

Alors qu'une nouvelle crise de la dette du Sud est en préparation suite à la crise financière mondiale, il est urgent pour le Sud de stopper le remboursement des dettes. L'impunité de tous les auteurs et complices de détournement d'argent public et de violations de droits humains doit définitivement cesser. Tous les avoirs détournés doivent être rendus aux populations, comme l'impose la Convention de l'ONU contre la corruption ratifiée par de nombreux Etats dont la France. Or, à ce jour, moins de 3 % de ces avoirs ont fait l'objet de restitution au niveau mondial. Enfin, pour ébranler les dictatures en place et permettre le droit des peuples au développement, la première étape indispensable reste la mise en place d'un modèle économique radicalement différent, débarrassé du joug de la dette et de la corruption.

 Damien Millet et Renaud Vivien

Strasbourg : réfléchissons ensemble à que faire par rapport à la violence de l'État

Ecrite le 6 avril en rentrant de Strasbourg

Voilà, je suis revenue de Strasbourg avec des questions brûlantes, plein la tête et ça me paraît super important d'en discuter avec vous tous, je cite dans le désordre, collectif contre la guerre, altermondialistes, militants de toutes ces gauches qui sont divisées, et qui pourtant se cherchent et aspirent à l'unité, mais aussi avec vous, féministes radicales, anarchistes

.Geneviève et moi, nous sommes allées à Strasbourg pour participer, le vendredi, dans le cadre du Contre Sommet, à un atelier coorganisé par la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté et par les « Femmes en noir ». Cet atelier réunissait des militantes venues d'une dizaine de pays européens, dont certaines étaient aussi membres de la Marche Mondiale. Ce qui s'est dit lors de cette rencontre, expliquait pourquoi, en tant que femme, nous sommes fondamentalement opposées à l'OTAN qui est

le bras armé d'une société patriarcale et capitaliste. Le samedi, nous avons rejoint la manifestation pour montrer publiquement notre refus de l'OTAN.

Tout d'abord ce que fut pour moi, cette journée

Le rassemblement est prévu à 7 kms du centre dans une zone portuaire vide. La plupart des manifestants parcourent ces 7 kms à pied. Il n'y a ni bus, ni tram. Avec d'autres femmes, je

me rapproche de quatre kms, en taxi. Toutes les rues transversales sont barrées par des voitures ou des cars de police, et des bataillons de « robokops ». (La veille déjà, des femmes qui rentraient en bus, ont vu en travers de leur chemin, un char qui leur coupait le passage. Il ressemblait étrangement aux chars israéliens qui ont envahi Gaza. Elles ont été obligées de descendre du bus, ainsi que des strasbourgeoises accompagnées de leurs enfants et ont dû décliner leur identité et montrer leur papier) ! Après une longue marche à pied, nous arrivons les premières dans cet immense terrain vague d'où doit partir la manifestation. Des groupes de manifestants arrivent peu à peu.

Les responsables des associations présentes et des partis prennent la parole. Deux hélicoptères avec un vombrissement assourdissant se rapprochent de nous et essayent de couvrir leur voix. Puis une fumée noirâtre s'élève peu après dans le ciel, suivie d'une autre fumée noirâtre toute proche qui se rabat sur nous. Les yeux commencent à nous piquer et on s'éloigne dans le plus grand désordre. On essaie de repérer les drapeaux de tel ou tel groupe, mais partout où nous regardons, d'un seul coup il y a plein de gens en noir. Je donne le bras à Geneviève et je reste sur le côté pour ne pas être piétinée en cas de brusque reflux. Tout d'un coup, on ne peut plus avancer. On est coincé. On veut partir à gauche, puis à droite. Impossible. Il y a plein de gens qui cherchent comment avancer. On est dans un éboulis avec des espèces de gros morceaux de ciment. Environ à une dizaine de mètres au dessus de nous, il y a un ballast de chemin de fer. On grimpe, glisse, puis de nouveau grimpe. On sort de cet éboulis, pour se retrouver nez à nez avec des camions de police dans lesquels il y a des policiers qui ne bougent pas. Brusquement, un camion démarre en trombe. On monte sur un trottoir et on l'évite. Après, on est sur une route, devant un poste d'essence, saccagé. Des femmes déplient leur banderolle. Enfin un signe de reconnaissance. On se retrouve, mais on ne reste pas. Il y a des journalistes qui prennent des photos. On ne veut pas être sur ces clichés. On continue, on tourne à gauche.



On est sur une autoroute dans la manif. Au loin, un pont plein de robokops. On retrouve d'autres femmes. On marche, on arrive au pont. On s'assoit dans l'herbe en contre bas. On est 4 femmes de plus de 60 ans. On est fatiguées. Tir de flashs balls, de grenades lacrymogènes. Des manifestants, préoccupés de nous voir assises au milieu de ce déchainement de

violence, viennent nous parler, nous proposant du produit pour les yeux. Au dessus de nous, sur la route, un jeune garçon en noir lance des grands coups de pied à un panneau qui donne les heures de bus. On est de nouveau au milieu d'un black blok. On en a marre...

Mon récit est incohérent. On ne comprend rien. Mais c'est ça que j'ai vécu et des milliers d'autres manifestants, aussi. Franchement, on a été en réel danger, surtout quand le camion nous a foncé dessus.

J'étais à Gênes. C'était terriblement violent, mais je n'ai jamais eu cette impression d'être piégée comme un rat. Il y avait plein de rues par lesquelles on pouvait se sauver. Et puis, on n'était pas au milieu des black blocs, si ce n'était pas notre choix. A Strasbourg, dès que nous sommes partis en manif, ils étaient tout autour de nous, sans le moindre regard, ni égard pour celles et ceux qui manifestaient.

Le contraste était d'autant plus saisissant pour nous qui, la veille, avions tenu un atelier avec des femmes venues de différents pays d'Europe, atelier, où nous avons montré comment les systèmes patriarcaux et capitalistes se renforcent l'un l'autre, rendant la violence naturelle, une violence qui s'exprime à travers la militarisation et la guerre. Le soir, après la manifestation, nous étions mal et nous nous sommes interrogées sur ce qui pour nous est un échec. Nous avons vécu une journée en pleine contradiction avec ce que nous voulons construire : un monde de paix et de respect mutuel. On avait l'impression d'avoir été prises entre deux violences aveugles, celle de la police et celle des black blok, violences qui se cherchaient et se répondaient, l'une et l'autre, complètement indifférentes aux personnes, et les mettant réellement en danger.

Continué le 11 avril

J'ai écrit ce récit le soir même où je suis rentrée de Strasbourg. Depuis, huit jours ont passé. Il y a des sites avec le récit en photos, des analyses dans les journaux. On comprend mieux ce qui s'est passé et comment la police a volontairement tout fait pour que cette confusion et cette violence existe et si possible nous divise.

Parler, Réfléchir, Chercher de nouvelles stratégies

Les événements de Strasbourg doivent être comme un électrochoc qui nous secoue et nous oblige à penser à d'autres voies. Lesquelles ? Je ne sais pas. Mais, on ne peut pas repartir la fleur au fusil, comme si on ne savait pas.

Qu'est ce que ça veut dire un contre sommet à 10 kms de Strasbourg dans un gymnase introuvable ?

Comment accepter un parcours de manif dans une zone vide ? A t'on les moyens d'imposer un autre parcours ?

Que devons nous faire, sachant que l'Etat, souvent ne respecte pas ses engagements et

qu'on risque de se retrouver une autre fois dans le même cas de figure ?

Que faire devant une telle démonstration de violence de la part de l'Etat ?

Comment faire connaître notre refus sur le fond, (en l'occurrence l'OTAN?)

Bien déterminer ce qu'on veut faire de notre apparition publique. Veut-on simplement affirmer notre refus ? Veut-on faire reculer l'Etat ? A qui veut-on s'adresser ? Veut-on convaincre nos concitoyens de la justesse de notre position ?

Comment peser efficacement pour que les choses changent ? La manifestation est-elle adaptée ?

Comment se retrouver dans une même manifestation, alors qu'on ne partage pas les mêmes positions, face à l'Etat ?

Comment se retrouver ensemble alors que certains d'entre nous pensent que ce qui est nécessaire, ce sont des manifestations de masse et que d'autres veulent détruire les symboles du capitalisme ?

Comment se respecter et mutuellement, porter une vraie attention à celles et ceux qui manifestent avec nous ?

Comment défendre le droit de manifester et assurer la sécurité de celles et ceux qui viennent ? Ainsi, moi, j'ai 68 ans. Je marche difficilement avec mon handicap. Mais un pays démocratique est un pays où même les vieilles femmes handicapées ont le droit de manifester leur divergence d'opinion.

Il me semble qu'en s'appuyant sur ce qui s'est passé, on pourrait discuter dans le plus grand respect mutuel, sans essayer de caricaturer les positions des uns ou des autres, pour voir ce qu'on peut faire ou ne pas faire ensemble. C'est difficile, mais nécessaire.

N'oublions pas nos positions de fond sur l'OTAN

On ne doit pas tomber dans le piège du gouvernement. Se focaliser sur les violences policières et oublier les raisons de notre venue à Strasbourg. Nous, militantes de la « Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté », « Femmes en noir », militantes de la « Marche Mondiale », nous sommes résolument opposées à l'OTAN, et non pas seulement à la position de la France qui veut réintégrer le commandement militaire, mais à l'existence même de l'OTAN et ce qu'elle est devenue, une machine de guerre aux mains des capitalistes et en particulier des américains. Le contre sommet de vendredi nous a permis d'entendre les témoignages des gens venus de l'Est, afghans, tchèques, qui nous ont dit ce que représentait pour eux l'OTAN qui avait détruit leur pays respectif. Témoignages qui n'ont fait que renforcer notre opposition absolue à l'OTAN.

 Martine Toulotte

Les limites du microcrédit

Le microcrédit séduit

Il est soutenu à la fois par les tenants de l'économie solidaire et par ceux qui prônaient naguère les plans d'ajustement structurel (PAS) et le désengagement des Etats. Avec lui, on aurait enfin trouvé « le » remède pour éradiquer la pauvreté au Sud, voire aussi au Nord, pour certains. En 2006, pour souligner ce consensus, le prix Nobel de la paix a été attribué à Mohammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh.

De fait, depuis le début de la crise actuelle, une intense campagne médiatique montre tous les bienfaits¹ que l'on peut attendre du microcrédit en relatant des exemples de « success stories » à travers le monde.

L'attrait du microcrédit repose sur une conviction forte : il suffit de doter en « capital » les pauvres par le biais du microcrédit pour développer leur potentiel entrepreneurial. Ainsi un apport de prêt permet de créer des activités génératrices de revenus capables non seulement de rembourser le prêt et aussi de doter la famille des moyens de sortir de la pauvreté (frais de santé, de scolarité, de logement...)

C'est ainsi que Mohammad Yunus dans son dernier livre² paru en 2008, écrit avec conviction que « nous pouvons espérer qu'un demi-milliard d'individus sortiront de la pauvreté au cours de la prochaine décennie – ce qui correspond aux objectifs du millénaire pour le développement ».

De même Jacques Attali, président de PlaNet Finance écrit³ : « la pauvreté pourrait être vaincue mondialement par un développement généralisé et professionnel de la microfinance qui constituera aussi, dans l'avenir, un formidable marché pour les banques commerciales »

Au-delà des beaux discours, comment comprendre que le Bangladesh – le marché au monde le plus saturé par l'offre de petits prêts, et dont les vingt plus importantes institutions de microcrédit, actives depuis plus de vingt ans, touchent 21 millions de familles (soit 105 millions de personnes sur une population totale de 147 millions d'habitants) – reste un des pays parmi les « moins avancés » et que le taux de pauvreté, mesuré officiellement par le pourcentage de la population disposant de moins de 1 dollar par jour, soit de 36% en 2000 comme en 1992 ?⁴

Les limites du microcrédit sont, en effet, rapidement atteintes. La faible rentabilité des activités, la saturation rapide des marchés locaux faute de pouvoir d'achat local, le comportement mimétique conduisant à une offre excessive et surtout la difficulté des pauvres à se transformer en entrepreneurs faute de savoir-faire, de réseau relationnel, d'accès à l'information...

De plus la plupart des prêts sont détournés de leur objet et servent à couvrir des dépenses d'urgence relatives à la santé, à la scolarité, au logement, aux cérémonies... En cela ces prêts sont très utiles mais ils ne créent pas de richesses supplémentaires et favorisent des situations de surendettement. Affirmer que le risque pour les prêteurs est faible parce que les taux de remboursement sont élevés (96% voire 99%), c'est méconnaître le fait que nombre d'organisations (et, parmi elles, la Grameen Bank du Bangladesh ou l'ADIE en France) pratiquent le rééchelonnement de nombreux prêts ou autorisent le remboursement des mensualités en retard par un nouveau prêt⁵.

Alors, pourquoi une telle séduction pour le microcrédit ?

Devant l'échec des PAS et le désengagement des Etats, les tenants du néolibéralisme ont trouvé, dans la promotion de la microfinance, le moyen de faire reposer sur l'individu la responsabilité de sa propre situation économique. Ils s'exonèrent ainsi de leur part indéniable de responsabilité et laissent, par ailleurs, avec la fin des politiques de redistribution, exploser les inégalités.

A l'opposé, d'autres exemples de micro-financement existent, où l'épargne populaire est collectée, sans but lucratif : elle reste contrôlée par leurs initiateurs/trices dans le but d'un financement solidaire de leur propre activité auto-organisée : c'est le cas des milliers de paysans bangladais comme de 120 organisations de femmes du Bénin, regroupées dans le CADD (Cercle d'auto-promotion pour un développement durable). Dans tous ces exemples⁵, les diverses formes d'« épargne-crédit » (opposées au microcrédit bancaire) diminuent en pratique la dépendance envers les usuriers et permettent l'autonomie de l'activité productive et de son sens politique émancipateur (notamment pour les femmes), au lieu de déboucher sur un endettement des pauvres tournés vers la consommation (subprimes, vous avez dit subprimes...).

 Cadtm-Grenoble et Attac Grenoble

¹ A l'exception de l'émission d'Envoyé spécial sur A2 du 14 mai 09

² « Vers un nouveau capitalisme » en livre de poche

³ Association d'économie financière 2006

⁴ Tiré d'un article d'un collectif de chercheurs sur la microfinance dont J.M. Servet paru dans la revue du Mauss du 1^{er} semestre 2007

⁵ Exemples relatés dans le livre « Produire de la richesse autrement » de la collection Economie sociale et solidaire de la publication CETIM

Brèves austères

Le FMI vient d'accorder un prêt de 1,2 milliards d'euros à la Bosnie. La première tranche de cette aide pourrait être versée début août, à condition que les restrictions budgétaires soient respectées. Conformément à l'accord avec le FMI, tous les niveaux administratifs de la Bosnie-Herzégovine devront mettre en œuvre d'ici la fin du mois des réductions budgétaires drastiques.

La Serbie a droit aussi aux « aides » du FMI : 3 milliards d'euros contre une cure d'austérité, réduction des dépenses budgétaires et d'« une série de mesures ».

La Roumanie : en échange de 12,9 milliards d'euros (+ 5 milliards de l'UE et 1,5 milliard de la Banque mondiale) le FMI souhaite une « réforme du système des salaires dans le secteur public », ainsi que du système des retraites, qui exerce une « pression énorme » sur le budget. Les conditions imposées à la Roumanie sont « ambitieuses mais réalistes » et « adaptées au pays », a estimé M. Franks, responsable du Fonds.

L'UE et le FMI saluent le plan d'austérité en Lettonie.

Le Parlement letton a approuvé le 16 juin, une série de mesures d'austérité, notamment une réduction globale de 10% des dépenses budgétaires grâce à des coupes de 20% dans les salaires de la fonction publique et de 10% pour les pensions et retraites à partir du 1er juillet.

Ces mesures sont « un pas courageux et ambitieux pour s'attaquer aux déséquilibres budgétaires », ont commenté la Commission européenne et la présidence de l'UE, dans un communiqué.

Le FMI a également félicité la Lettonie pour ces « mesures importantes et courageuses ».

La révolution de l'« alimentation vivante »

Nos habitudes alimentaires touchent à la base même de notre organisation vitale autant qu'à notre imaginaire gustatif

Pourtant, l'alimentation « à l'occidentale », majoritairement à base de protéines animales, nous précipite dans le mur : surconsommation de viande, destruction de la forêt, détournement d'une grande partie de l'eau disponible, aggravation du réchauffement climatique [1]. Dans ces conditions, une nécessaire révolution alimentaire, pourtant difficile à accepter d'emblée, devient possible.

Il existe trois raisons essentielles pour s'engager dans cette direction : sortir de la sous-alimentation chronique le milliard d'êtres humains qui y sont plongés ; faire face aux dérèglements climatiques actuels ; améliorer la santé de ceux qui osent quitter les voies tracées par le marketing agroalimentaire. Avons-nous vraiment le choix ?

De manière indéniable, la situation s'est gravement détériorée en quelques années [2]. En 2050, la planète devrait compter 9 milliards d'individus, soit 60 millions de bouches supplémentaires – l'équivalent de la France - à nourrir chaque année. En outre, avec l'amélioration de leur niveau de vie, les Chinois, les Indiens et toutes les classes moyennes et aisées des pays émergents adoptent de nouvelles habitudes culinaires. En moins d'une génération, la consommation annuelle de viande d'un Chinois est passée de 20 à 50 kilogrammes. Avec l'urbanisation galopante et l'érosion, les terres arables se font plus rares. La tendance ne prête pas à l'optimisme.



Comment accomplir cette révolution, salvatrice à plus d'un titre ?

La solution pourrait résider dans « l'alimentation vivante », méthode pertinente mise au point il y a 50 ans aux Etats-Unis. Elle s'inspire du mode d'alimentation des tribus montagnardes Hunzas au nord du Pakistan et

des Esséniens qui vivaient au Moyen Orient il y a plus de 2000 ans. Son principe de base est simple : se nourrir de végétaux crus et de graines germées. Ce qui implique d'abandonner à la fois toute nourriture d'origine animale et toute forme de cuisson des aliments.

De manière directe par le pâturage ou indirecte par la production d'aliment pour le bétail, l'élevage utilise 70% des terres agricoles. Au moins 70% de l'eau douce disponible sur la planète – de plus en plus rare - sert pour l'irrigation des cultures intensives dont la majeure partie est destinée à la nourriture animale. Il faut en moyenne 10 000 litres d'eau pour produire 1 kg de viande de bœuf. Ce type d'agriculture rejette des polluants qui font que toutes les eaux de surface et une majorité des eaux souterraines contiennent de grandes quantités de nitrates et de pesticides, inquiétantes pour la santé partout où l'agriculture intensive existe.

Dans le système de « l'alimentation vivante », tous les aliments sont dégustés crus. Ce que l'on perd d'un côté en supprimant la consommation animale, on le gagne de l'autre par une meilleure qualité nutritionnelle. En effet, au-delà de 45°C, il n'y a plus d'enzymes ; à 90°C, ce sont les vitamines et une part des oligo-éléments qui disparaissent. Les taux de vitamines, minéraux, oligo-éléments, enzymes et protéines sont démultipliés grâce à la germination. Dans un germe de blé, on trouve même certains éléments, tels que la vitamine C, absente du blé sec. Haricots mungo et lentilles germées contiennent la fameuse et indispensable vitamine B12, sans compter une grande quantité de protéines [3].

A Befotaka, au nord de Madagascar, les habitants de la brousse cultivent du riz pendant la saison des pluies. Après moisson et battage à la main, ils obtiennent un riz paddy de qualité biologique. Ensuite, ils le décortiquent avec un pilon jusqu'à ce qu'il devienne blanc, puis le font cuire sur un feu de charbon de bois. Partant d'un produit de base excellent, ils aboutissent à un résultat nutritionnel pauvre. Le riz blanc cuit ne contient plus que des glucides et quelques minéraux. Une famille malgache pourrait manger son propre riz complet après quelques jours de germination. En mélangeant le riz germé avec le pilon traditionnel des feuilles vertes (brèdes), elle obtiendrait une pâte crue offrant un repas d'une qualité nutritionnelle bien supérieure au riz blanc cuit. Les Malgaches mangent entre 500 et 700 grammes de riz par jour, mais la moitié de ce poids en riz complet germé suffirait.

L'« alimentation vivante » nourrit donc mieux tout en diminuant l'empreinte écologique puisqu'elle implique moins de prélèvement sur les ressources de la planète. Mais ce n'est pas

tout : elle est aussi précieuse dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les particules noires de carbone émises par la cuisson au charbon de bois dans les pays en développement sont responsables de 18% du réchauffement planétaire [4]. Non seulement elle réduit considérablement les dégâts écologiques liés au transport d'aliments d'un endroit de la planète à un autre, mais aussi chaque particule déposée par les vents sur les glaciers, en concentrant la chaleur, accélère fortement la fonte de la glace. La diminution des glaciers de l'Himalaya entraînerait un affaiblissement des grands fleuves qui irriguent les zones agricoles des régions les plus peuplées de la planète : Inde, Chine, Pakistan, Bangladesh... Leur disparition les assècherait momentanément et entraînerait des famines aux conséquences incalculables.

Enfermés dans leur autisme néolibéral, ceux qui défendent la « globalisation » persistent dans une logique consumériste de la croissance à tout prix. Promu par les détenteurs de capitaux et les entreprises multinationales, un tel modèle économique est structurellement générateur de faim, de pauvreté, de pollution, de réchauffement, de soumission, sans oublier une dette galopante et une corruption incontrôlée. Par exemple, des pays industrialisés ou émergents achètent actuellement des dizaines de millions d'hectares de terres dans les pays pauvres qui ont besoin de devises pour rembourser leur dette et dont nombre de dirigeants détournent une partie des sommes concernées pour leur usage personnel. Ce faisant, les pays qui mettent la main sur ces terres remplacent des cultures de subsistance locale par des cultures - utilisant engrais, pesticides et machines énergivores - destinées à être exportées pour nourrir leur bétail ou être transformées en agro-carburants pour leurs automobiles. Tout est lié.

L'« alimentation vivante » est un acte immédiatement réalisable, qui ouvre des perspectives face à l'urgence actuelle. Seule la compréhension de l'importance vitale de ce choix peut le rendre effectif au niveau individuel. Mais ce sont des décisions politiques internationales qui pourront le rendre suffisant d'un point de vue global. Parallèlement à ce virage radical, il faut aussi faire sauter collectivement le verrou du modèle économique dominant, pour jeter les bases d'un autre monde centré sur la garantie des droits humains fondamentaux.

 Nicolas Sersiron

[1] L'alimentation de type occidentale contribue pour 20% au réchauffement climatique (« Combien de gaz à effet de serre dans notre assiette ? », www.manicore.com)...

[2] Voir George Monbiot, « Cesser d'émettre du CO2 ou aller à la catastrophe », *The Guardian*, 16 mars 2009.

[3] Voir *J'alimente ma santé et Graines germées*, Marcel Meunier, éd. Ambre.

[4] Selon le Dr Ramanathan, spécialiste du climat. Voir *The New York Times* du 25 avril 2009.

En finir avec la criminalisation de l'immigration

Inaugurant le 11 juin dernier sa « Cité Internationale de la Dentelle »

Le nouveau maire UMP de Calais a clairement indiqué que sa ville entendait devenir un pôle touristique majeur du nord de la France, qui espérait attirer des visiteurs étrangers bien plus désirables que ceux qui, venus des pays les plus pauvres de la planète, déambulent depuis 2002 dans ses rues, en attendant de pouvoir rejoindre l'Angleterre.

C'est qu'en 2002 Nicolas Sarkozy a fait fermer tout près de Calais le camp de Sangatte, qu'avait ouvert le Haut Commissariat aux Réfugiés et que gérât la Croix-Rouge. Près de 60 000 personnes y ont transité pendant ses 3 ans d'existence, recevant nourriture, soins médicaux et aide administrative ou juridique. Mais au moment où l'Angleterre de Tony Blair se repliait sur elle-même en votant des lois sévères contre l'immigration, le camp de Sangatte fut fermé par la France au prétexte que les bons soins qui y étaient dispensés constituaient un « appel d'air » pour les candidats à l'immigration du monde entier.

Aujourd'hui, et toujours dans le même esprit, Eric Besson, Ministre de l'Immigration, a annoncé qu'il allait faire fermer la « jungle », cet endroit de Calais près du port des ferries, où les réfugiés ont construit des abris de fortune puisque rien d'officiel n'est prévu ailleurs pour eux depuis la fermeture du camp de Sangatte. Il a reçu les patrons des entreprises riveraines de la zone de la « jungle », qui lui ont dit que leur personnel ne se sentait plus en sécurité et qu'on leur avait volé de l'eau et même de

l'électricité. Quelques jours avant le déplacement du ministre à Calais en avril, 200 clandestins ont été arrêtés pendant quelques heures et leurs abris mis à sac. D'autres camps de fortune de la région Nord ont également été fermés, le ministre annonçant que, pour humaniser la situation des étrangers, des « points sanitaires mobiles » seraient installés prochainement.

Le gouvernement n'en a donc pas fini avec la politique répressive et véhicule toujours l'idée que tout geste de solidarité avec ces réfugiés contribuera à créer un « appel d'air ». Comme Lionel Jospin en son temps, il fait croire que « réguler » l'immigration implique des mesures de fermeté en France et des initiatives – en réalité anecdotiques - de « codéveloppement » dans les pays du Sud, car, comme le disait Michel Rocard, « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! ».

Au moment où une semaine de mobilisation commence à Calais pour défendre les droits des immigrés et de ceux qui se sentent solidaires de leur désarroi.

Pourquoi ne pas rappeler quelques faits ?

L'émigration est une solution de dernier recours pour des gens désespérés qui préféreraient ne pas devoir quitter leur terre natale et la France n'a donc aucune vocation à accueillir tous les pauvres du monde qui n'ont de toute façon pas envie de partir.

On n'arrête pas les immigrés en édifiant des murs, qu'ils soient juridiques ou bien réels

comme à Ceuta et Melilla; on ne peut limiter ces déplacements, qui ne mettent en péril que les émigrés eux-mêmes, qu'en annulant la dette de leurs pays d'origine sans conditions, en mettant fin aux PAS et en permettant aux Etats du Sud de mener en toute indépendance la politique économique et sociale qui améliorera les conditions de vie de la population.

Il est nécessaire que l'Europe accepte de fournir des statistiques fiables sur l'immigration : car on découvrira peut-être comme en Australie, seul pays occidental à jouer la transparence dans ce domaine, que la grande majorité des étrangers en situation irrégulière - dont le nombre jugé effrayant par certains politiques est brandi à l'opinion publique comme une menace - ne sont autres que des Britanniques et des Américains restés en Australie après l'expiration de leur carte de séjour. Que resterait-il du discours sécuritaire associant immigration clandestine et criminalité, si on découvrait qu'une partie non négligeable des clandestins du continent européen sont Québécois ou Japonais ?

Quelques semaines après les discours supposés dissuasifs de M. Besson, un routier de Calais a découvert 12 afghans cachés dans sa citerne, alors qu'il s'appêtait à la remplir d'acide chlorhydrique.

 Serge Vienne

Du 23 au 29 juin à Calais : un camp pour la liberté de circulation pour tous et toutes et la fin des frontières et des contrôles migratoires

<http://calaisnoborder.eu.org/>

Les maux de la faim

« La situation actuelle de l'insécurité alimentaire mondiale ne peut pas nous laisser indifférents »

affirmait Jacques Diouf, directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), le 19 juin 2009 lors de la présentation du dernier rapport sur la faim dans le monde (1).

« Indifférent », dit-il... Mais de quoi parle-t-on déjà ? De la brève en bas de page dans le journal ? Certes l'indifférence tue, mais qui sont les indifférents au juste ? Ceux qui donnent aux mendiants en bas de chez eux sachant qu'ils ne changeront rien au fond du problème, ceux qui ne donnent pas car trop préoccupés par leurs propres survies, les avarés fortunés, ou bien ceux qui, malgré les beaux discours, encouragent cet assassinat massif programmé en toute connaissance de cause par des politiques néolibérales ?

Le nombre d'affamés sur terre ne cesse

d'augmenter depuis le milieu des années 1990. Selon les nouvelles estimations publiées par la FAO, la faim dans le monde bat un nouveau record historique en 2009 : l'humanité compte désormais 1 milliard 20 millions de personnes victimes de la faim, soit une personne sur six, principalement au Sud. En un an, ce sont plus de 100 millions de personnes supplémentaires qui sont venus grossir le rang de celles en état de sous-alimentation chronique. Sur tous les continents, la famine se répand, le tableau est déjà monstrueux, odieux, insupportable et la FAO annonce une augmentation de 11% pour l'année 2009. S'il fallait une donnée pour prouver l'échec du capitalisme néolibéral mondialisé, en voilà une qui résume tant ! Alors que nous produisons suffisamment d'aliments pour nourrir l'humanité entière, les peuples crèvent de faim. Quelle en est la logique hormis celle du profit avant l'homme ? Celle de la loi du plus fort dénuée de morale au service du commerce ? L'important est de rembourser les créanciers, exporter et enrichir les multinationales de l'agrobusiness, le reste n'est qu'anecdotique. Même l'aide alimentaire gérée par le PAM (Programme alimentaire

mondial) est ambiguë : quand elle ne sert pas à écouler les stocks en surplus, elle en arrive à proposer des aliments transgéniques à des pays du Sud qui y sont réfractaires afin d'accroître les profits de cette agro-industrie. (2)



Le G8 (3) s'est empressé d'inclure le sujet à son ordre du jour, mais comment ce G8 peut-il agir pour des politiques réellement émancipatrices en matière de souveraineté alimentaire alors qu'il est au service des grands créanciers et des sociétés multinationales ? Renoncera-t-il aux politiques qu'il a lui-même fait mettre en œuvre par le FMI et la Banque mondiale,

engendrant pauvreté et famine ? Il n'avait pas daigné agir lors des émeutes de la faim au début 2008 (4). En plus d'être illégitime, le G8 est incapable d'éradiquer la misère et la faim, tout autant que le FMI et la Banque mondiale. Agissant de concert, ce trio infernal accompagné de l'OMC n'a fait qu'aggraver la misère humaine du plus grand nombre tout en augmentant les profits de quelques-uns. Et pour couronner le tout, il sauve la mise aux responsables de la crise financière en cours. Voilà pourquoi nous devons instaurer un Tribunal compétent en la matière, faire un audit des effets de leurs politiques sur les populations et juger les responsables pour crime contre l'humanité.

Les politiques d'ajustement mises en œuvre par ces mêmes institutions sont en effet responsables de la scandaleuse augmentation de la faim : l'agriculture intensive principalement dédiée à l'exportation pour permettre le remboursement de la dette est imposée au détriment d'une agriculture familiale génératrice de sécurité alimentaire. L'exode rural et la surpopulation des bidonvilles à la périphérie des mégapoles en sont la conséquence directe. La Banque mondiale promeut l'expansion des agro-carburants, réduisant ainsi la surface cultivée pour l'alimentation. Les pays membres de l'ONU se sont engagés, à travers les Objectifs

du Millénaire pour le Développement, à réduire de moitié la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015. En juin 2008, les pays membres de la FAO avaient réaffirmé cette volonté. On ne se bat pas pour abolir la torture de la faim, on se contente de vouloir la réduire de moitié. Pourquoi ne pas en réclamer l'éradication totale ? Comment se contenter de ce timide objectif, qui plus est irréalisable dans un contexte capitaliste ? Encore une promesse qui ne sera pas tenue.

Jusqu'à quand allons-nous supporter ce crime contre l'humanité ? Un sixième de la population est quotidiennement menacé de disparition complète de la surface du globe. Combien d'hommes et de femmes faudra-t-il sacrifier sur l'autel du profit pour mettre fin à cette logique capitaliste mortifère ?

La définition du mot génocide telle qu'elle est utilisée en droit international s'applique pour la destruction de groupes ethniques, politiques, « raciaux » ou religieux et non pour une classe sociale appauvrie et affamée. Pourquoi ? Élargissons la définition aux classes sociales, on est effectivement en droit d'appliquer le terme « génocide » pour un tel massacre. C'est un « génocide de classe » à grande échelle, et pas des moindres au regard des chiffres.

La terminologie fait débat et, comme le dit Sven Lindqvist (5), sans rien enlever à la particularité de l'Holocauste, elle doit aussi s'appliquer entre autre à « *la traite des esclaves par les Européens qui a déplacé par la force quinze millions de noirs d'un continent à l'autre et qui en a tué peut-être autant* ». Il ajoute : « *le pas entre massacre et génocide ne fut pas franchi avant que la tradition antisémite ne rencontre la tradition du génocide qui avait surgit durant l'expansion européenne en Amérique, en Australie, en Afrique et en Asie* ». (6)

Le capitalisme engendre ce génocide de classe sociale au niveau mondial et tant qu'il demeurera, incapable de partager les richesses et de faire en sorte que chacun subvienne à ses besoins, nous serons là pour le combattre.

 Jérôme Duval

1 Voir sur le site de la FAO :

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/20690/icode/>

2 En 2002, alors que 13 millions de personnes sont menacées par la famine, les Etats-Unis proposent l'envoi de maïs génétiquement modifié à 5 pays d'Afrique australe. Seule la Zambie refusera.

3 Le G8 doit se tenir à L'Aquila, en Italie du 8 au 10 juillet 2009.

4 Des émeutes, dites de la faim, ont eu lieu dans une trentaine de pays lors de l'augmentation fulgurante des prix des denrées alimentaires en 2008.

5 Sven Lindqvist, *Exterminer toutes ces brutes. L'Odyssée d'un homme au cœur de la nuit et les origines du génocide européen*, Le Serpent à Plumes, 2002.

6 Ibid. p.210

Les « objectifs de développement du millénaire » (ODM)

En 2000, lors du sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations unies (ONU), les dirigeants mondiaux se sont engagés sur plusieurs objectifs chiffrés, appelés « objectifs de développement du millénaire » (ODM), pour s'attaquer d'ici 2015 au problème de la pauvreté.

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population souffrant de la faim

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 862 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde sur la période 2002-2004 (dont 830 millions dans les pays en développement), chiffre qui ne s'est pas réduit depuis le début des années 1990. Parmi elles, 527 millions vivaient en Asie, 251 en Afrique et au Proche-Orient et 52 en Amérique latine. En juillet 2008, la FAO estimait que le nombre de personnes souffrant de la faim avait augmenté de quelque 50 millions en 2007 du fait de la flambée des prix des denrées alimentaires¹ [voir Q19]. Selon d'autres sources officielles, l'augmentation des personnes affamées pourrait atteindre 135 millions d'ici 2010.

« La dramatique situation alimentaire mondiale actuelle nous rappelle l'équilibre fragile entre les approvisionnements alimentaires mondiaux et les besoins des habitants de la planète, et le fait que les engagements souscrits précédemment pour accélérer les progrès vers l'éradication de la faim n'ont pas été tenus. »

Jacques Diouf, directeur de la FAO, mai 2008

Selon la Banque mondiale, « environ un tiers des enfants des pays en développement souffre d'insuffisance pondérale ou de retard de croissance et 30 % de la population totale du monde en développement souffrent de carences en oligoéléments. La sous-alimentation ne constitue pas qu'une menace contre les progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté ; elle est la cause profonde de plus de 55 % des cas de décès infantiles. »

Dans ce contexte, la forte augmentation du prix des céréales sur les marchés mondiaux depuis 2006 est particulièrement inquiétante. La FAO a dressé « une liste de 22 pays particulièrement vulnérables en raison de niveaux élevés de sous-alimentation chronique (plus de 30%), conjugués à une forte dépendance des importations de céréales et de produits pétroliers ». Certains pays affichent même des pourcentages ahurissants : la proportion de personnes souffrant de la faim est de 73% en Erythrée, 72% en République démocratique du Congo, 67% au Burundi²...

1 FAO, « Quelque 50 millions d'affamés de plus en 2007 », Communiqué de presse, 3 juillet 2008

2 FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 2007, www.fao.org/es/esa/fr/pubs_sofa_07.htm

 Q4 « 60 questions 60 réponses » <http://www.cadtm.org/spip.php?article3860>

Le hasard source de changement ?

Libre marché : évolution naturelle des choses ?

L'idéologie du libéralisme économique et ses dérivés les plus extrémistes, présentent le système capitaliste de libre marché comme l'état naturel des choses. En effet, par analogie avec le fonctionnement des écosystèmes naturels, le libre marché – aucune intervention si ce n'est celle de la main invisible(1) - assurerait les meilleures interactions possibles entre les différents acteurs économiques. Il n'y a qu'un tout petit pas à faire pour expliquer les inégalités que crée ce système économique par un darwinisme social. L'évolution économique et donc l'évolution des populations et des sociétés humaines seraient naturelles. Chacun a la place qu'il mérite, ce serait la méritocratie. Les « lois de la nature » expliqueraient pourquoi il y a des pauvres, des riches, des élites à des postes de décisions. Dans le secteur agricole, le modèle productiviste (semences « améliorées », engrais, phytosanitaire) est présenté comme le meilleur et s'impose de par le monde.

« Le marché a horreur de la gratuité... Or la vie se reproduit gratuitement... et en plus certaines espèces peuvent prendre du plaisir à le faire »

Dès le début du siècle dernier, des choix « technologiques (2) » et législatifs ont permis d'éviter que les agriculteurs puissent réutiliser une partie de leur récoltes pour ensemer l'année suivante. Les multinationales et les élites intellectuelles s'assurent que cette option agronomique « cul de sac » soient généralisée... « Cul de sac » car la diversité des espèces et des variétés des plantes cultivées disparaît à mesure que ce modèle progresse, privant les paysans de la gestion des semences. Or cette disparition met en péril le futur de l'alimentation de la planète. A l'échelle de l'agriculture mondiale (10 000 ans), la biodiversité cultivée a été en augmentation, grâce au travail de l'Homme - en

fait plutôt le travail des femmes qui a accompagné l'extraordinaire faculté des plantes à s'adapter à leurs milieux et à leurs besoins. La diversité génétique agricole évolue au fur et à mesure et au hasard des croisements (recombinaisons), des mutations génétiques et des pressions de sélections pour s'adapter à son milieu... De nos jours, la sélection moderne crée des clones génétiquement homogènes, vendus à grande échelle remplaçant les variétés locales.

Reproduction sexuée et nouveautés

La reproduction sexuée assure que chaque nouvelle génération est différente et nouvelle. Deux gamètes (spermatozoïde et ovule ou gamète de plantes contenue dans les pollens et les pistils), fusionnent pour créer au hasard des brassages génétiques, un ou plusieurs individus nouveaux et différents. Au cours de la méiose (séparation des chromosomes homologues lors de la fabrication des gamètes) le brassage inter chromosomique intervient : un seul chromosome de chaque paire se retrouve dans chaque gamète. Il y a donc 2 puissance « n » possibilités de gamètes possibles (avec « n » = au nombre de paires de chromosomes; n = 21 pour le blé; soit plus de 4000 milliards de possibilités de grains de blé différents).

La reproduction sociale ou l'immobilisme social

Ce phénomène se traduit aujourd'hui par le fait que, par exemple, un fils d'ouvrier a plus de chance de devenir ouvrier que de quitter sa classe sociale. La reproduction sociale a en partie été étudiée par Karl Marx, sur la base de l'accumulation et de la reproduction du capital. Le phénomène a été également étudié par Pierre Bourdieu pour qui le capital économique et le capital culturel sont les principaux responsables de la reproduction de l'ordre social.

La reproduction sociale peut être comparée à du clonage. Il n'y a donc pas quelconque évolution « naturelle » des sociétés humaines. En effet, même si l'on cherche à faire croire à la méritocratie, l'accès à des postes à responsabilités ne se fait pas sur des critères de

compétences, mais sur des critères de capital économique et de capital culturel. Il faut avant tout rentrer dans les moules de la pensée ou de la culture dominante et avoir les moyens qui vont avec, que ce soit pour accéder à de hautes études par concours, à un travail par entretien d'embauche ou à des mandats politiques par des élections.

Un brassage social permanent... au hasard ?

Il me semble important de lutter contre la reproduction de l'ordre social dans le cadre de changements radicaux de la société. Ne conviendrait-il pas d'assurer un brassage social permanent au lieu d'attendre les possibles opportunités de pseudo-changement consenti par le capitalisme lors de ses crises cycliques. Pour lutter contre tout types de discriminations et assurer une diversité de point de vue à tous les niveaux de décision une possibilité ne serait-elle pas d'insérer du hasard dans les processus de sélection que l'on retrouve dans nos sociétés ? Les élections présentent des avantages mais aussi leurs limites. Les concours servent à classer les individus (subjectivement) alors que l'on devrait uniquement tendre à évaluer objectivement des compétences nécessaires... Intégrer de bonnes doses de hasard dans les processus de sélection garantirait que des choses nouvelles se créent... Car l'important c'est que les quelques 6 milliards de personnes qui n'ont pas d'intérêts particuliers dans le système capitaliste actuel, se voient attribuer les responsabilités et les pouvoirs de décisions dont elles sont privées actuellement. Nous sommes nombreux, créatives avec une grande soif de justice et d'autres mondes possibles.

 Olivier Chantry

1 Une main invisible... et aveugle ! Clé de voûte du libéralisme, l'illustration de la main invisible théorise la régulation automatique de l'économie par les marchés libres. Par le bon fonctionnement de la concurrence, l'offre et la demande détermineraient obligatoirement le prix juste. Ce prix malgré les aléas de l'offre et de la demande reviendrait toujours rapidement vers cet équilibre qui est ce prix juste. Les fluctuations des prix seraient donc raisonnables et justes.

2 Les hybrides F1 sont la première, mais bien plus récemment les gènes « terminator » et d'autres méthodes sont toujours recherchées pour assurer une stérilité des plantes récoltées...



Pour les vacances : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution